



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 17 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SONEL

LE BOIS II

49500 Segré-En-Anjou Bleu

Références : 2025-387_INSP_SONEL_Segre-en-anjou-bleu_RAP
Code AIOT : 0006301116

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SONEL implanté Le Bois II Nyoiseau 49500 Segré-en-Anjou Bleu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONEL
- Le Bois II Nyoiseau 49500 Segré-en-Anjou Bleu
- Code AIOT : 0006301116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise SONEL est une installation de traitement de surface soumise au régime de l'autorisation sous la rubrique 3260.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 4.6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 I	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 II et III	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	rejets aqueux VLE	Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, articles 4.3.1 & 4.3.2.2	/	Sans objet
5	capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	/	Sans objet
7	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Susceptible de suites	Sans objet
8	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Susceptible de suites	Sans objet
9	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Susceptible de suites	Sans objet
10	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Susceptible de suites	Sans objet
11	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Susceptible de suites	Sans objet
12	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 1.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
14	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 7.4.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection portait sur les suites données aux 2 dernières visites de 2019 et 2022.

La protection incendie a été améliorée (nouvelle bâche incendie installée, réserve incendie remise en état) ou en cours d'amélioration (détection automatique incendie en cours d'installation).

La mise en service programmée d'ici la fin de l'année 2025 de la nouvelle station de traitement des effluents (solution 0 rejet) devrait supprimer les rejets aqueux de l'installation de traitement de surface au milieu naturel.

Suite à la découverte d'une pollution "historique", l'exploitant a engagé les démarches pour la traiter. La mise en œuvre de la méthodologie nationale de gestion des sols pollués doit être poursuivie

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <p>le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs</p> <p>...</p> <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p>
<p>Constats précédents (17/12/2019)</p> <p>Le contrôle n'a pas été réalisé sur les chaînes existantes.</p> <p>L'obligation du contrôle des performances des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel par un organisme extérieur reconnu compétent s'applique aussi aux nouvelles chaînes de galvanoplastie, le contrôle devant s'effectuer dans l'année suivant la mise en service des installations, selon les dispositions de l'AM du 30/06/2006. La mise en service date de fin 2018. Le contrôle n'a pas été réalisé à ce jour.</p>

→ **Non-conformité 1 (NC1)** : l'exploitant fera procéder au contrôle des performances des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel des chaînes de TS existantes et des nouvelles chaînes de galvanoplastie. Il transmettra le rapport de contrôle dès réception, accompagné de ses commentaires éventuels et le cas échéant des mesures correctives prévues.

Constats :

L'exploitant a fait contrôler la performance des systèmes d'aspiration en septembre 2024 par la SMIA. En désaccord avec les conclusions du rapport correspondant, celui-ci a fait faire un nouveau contrôle du système d'aspiration par l'entreprise DELTA NEU en mai 2025.

Le rapport QUO-61939-V6G3S1 du 19/05/2025 conclut que le système d'aspiration est à améliorer : la vitesse de captage préconisée (>0.5 m/s) n'est pas obtenue sur l'ensemble des postes. Des recommandations sont proposées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en oeuvre les mesures correctives nécessaires pour atteindre le niveau de performance préconisé sur l'ensemble des postes (vitesse de captage > 0.5 m/s).

Type de suites proposées : avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective,

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : rejets aqueux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, articles 4.3.1 & 4.3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance

Prescription contrôlée :

art 4.3.1

Les effluents rejetés sont exempts de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes.

Les effluents respectent les caractéristiques suivantes :

- température $< 30^{\circ}\text{C}$;
- pH : compris entre 6,5 et 9 enregistré en continu

art 4.3.2.2

Les rejets d'eaux industrielles respectent les valeurs limites définies ci-dessous.

paramètres		
Débit(m^3/h) maximum instantané	2	
Débit journalier maximum (m^3/j)	20	
	Concentrations (mg/l)	Flux journaliers maximum (kg/j)

MES	30	0.6
COT	100	2
Azote global (exprimé en N)	50	1
Phosphore total (exprimé en P)	5	0.1
Fluor (exprimé en F)	15	0.3
CrVI	0.1	0.002
CrIII	2	0.04
Zn	1	0.02
Ni	1	0.02
Sn	2	0.04
Cu	1	0.02
Al	5	0.10
Fe	5	0.10

Constats précédents (17/12/2019)

Par courriel du 16/02/2017, l'exploitant a précisé avoir mis en place un lissage de l'envoi des bains vers la station. Par courriel du 10/10/2017, l'exploitant a apporté les précisions suivantes sur les actions engagées pour réduire les rejets d'azote :

- poursuite des tests afin de supprimer si possible les bains d'acide nitrique. Lors de la visite, l'exploitant a confirmé la suppression de 4 bains à ce jour ;
- abandon de la solution des résines, à cause d'un « trop grand nombre d'interférents dans leur processus de captation » ;
- contact avec une jeune entreprise proposant des matériaux filtrants, à base de fibres et non de résines (essai pilote prévu avec filtre en amont et en aval du circuit d'épuration). Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le développement de ces nouveaux matériaux filtrants avait pris du temps et qu'ils n'étaient disponibles que depuis peu. Un test de ces filtres est prévu à partir de début 2020.

Selon les déclarations GIDAF des années 2018 et 2019, il apparaît que :

- l'azote global est désormais suivi de façon hebdomadaire ;
- la situation ne s'est pas améliorée s'agissant des rejets d'azote, malgré les substitutions réalisées sur les bains d'acide nitrique : concentration et flux limites sont régulièrement dépassés (62 % de mesures non conformes en concentration, et 42 % de mesures non conformes en flux). Concentration maximum constatée de 308 mg/l pour une VLE à 50 mg/l et flux maximum de 3,56 kg/j pour une VLE à 1 kg/j ;
- pour le Ni et le Zn : la concentration limite est dépassée pour environ 6 à 8 % respectivement des mesures journalières réalisées. Il apparaît que les concentrations peuvent ponctuellement

atteindre des valeurs très importantes de plus de 2xVLE : concentration maximale en Ni constatée de 4 mg/l, concentration maximale constatée en Zn de 13 mg/l, contre des VLE fixées à 1 mg/l. Les flux ne sont que ponctuellement dépassés (2 à 4 % du nombre de mesures).

Malgré les mesures de lissage pour l'envoi des effluents à traiter en station, les non-conformités perdurent pour le Zn et le Ni, avec des concentrations parfois très élevées, en particulier pour le Zn. Cette situation n'est pas acceptable.

→ Non-conformité 2 (NC2) : Il est demandé à l'exploitant de proposer un plan d'actions correctives, accompagné d'un calendrier de réalisation, pour un retour à la conformité des rejets aqueux.

Pour le traitement physico-chimique des métaux, il est en particulier demandé à l'exploitant de s'interroger sur les capacités de sa station actuelle à traiter les effluents. Une étude technique de dimensionnement sera réalisée, et un plan d'actions correctives établi en conséquence.

Pour l'azote, l'exploitant établira un bilan des tests qui vont débuter début 2020 sur les nouveaux matériaux filtrants, et définira le cas échéant les actions correctives complémentaires à mettre en place.

En cas de non-conformités persistantes, l'inspection pourra être amenée à proposer une mise en demeure en vue d'une mise en conformité des rejets.

Constats :

La restitution sur GIDAF du programme de surveillance effectué par l'exploitant pour les 12 derniers mois (juin 2024 à mai 2025) nous montre que :

i) les conditions des rejets d'azote se sont améliorées : aucune valeur de flux dépassée, **concentration dépassée** occasionnellement (13 % de mesures non conformes en concentration). Concentration maximum constatée de 187 mg/l pour une VLE à 50 mg/l ;

ii) la concentration limite en zinc a été dépassée pour 2 valeurs (1 % des mesures journalières réalisées) en novembre 2024 et janvier 2025.

Pour tous les autres paramètres, y compris le nickel, aucune valeur limite n'est dépassée.

L'exploitant souhaite ne plus rejeter d'effluents aqueux au milieu naturel. Le projet de remplacer la station de traitement existante par une nouvelle solution de traitement des effluents ne générant aucun rejet au milieu naturel est très avancé.

La solution retenue (équipement EcoStill 12.000 de la société TMW), est basée sur le traitement par évapo-concentration des effluents, le stockage et évacuation pour élimination des concentrats.

Sous réserve de l'obtention de subvention, la nouvelle station de traitement devrait être installée en fin d'année 2025.

La proposition de programme de surveillance des substances dangereuses n'est plus d'actualité sous réserve de la mise en œuvre effective de la nouvelle station de traitement "zero rejet aqueux".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant porte à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation de traitement des effluents aqueux.

Pour permettre l'examen de la substantialité de la modification au regard des dangers ou inconvénients induits par la modification, il est notamment attendu une présentation de l'évaluation i) des impacts chroniques supplémentaires susceptibles d'être générés par la modification, pour les différents enjeux présentés (pollution de l'air, de l'eau, bruit, trafic routier, impact paysager, production de déchets, occupation de l'espace, faune, flore, horaires de fonctionnement, impact sur les zones humides, consommation d'eau et d'énergie...), ii) du risque accidentel généré par le projet de modification.

N° 3 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 4.6

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une étude hydrogéologique pour déterminer l'implantation des piézomètres de surveillance des eaux souterraines. Les résultats de cette étude sont adressés au préfet de Maine et Loire ainsi que les propositions de l'exploitant dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

1. Un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de points et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

2. Une fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

3. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Au cas où l'étude hydrogéologique mettrait en évidence des difficultés particulières pour réaliser la surveillance, l'exploitant en informe le préfet sur la base des justificatifs hydrogéologiques et lui fait part de ses propositions dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats précédents (17/12/2019)

Le rapport relatif à l'installation d'un piézomètre (en février 2017) et à la réalisation d'une campagne de prélèvement des eaux souterraines (en avril 2017) a été transmis par l'exploitant par courriel du 10/10/2017.

Le sondage réalisé le 22/02/2017, à 15 m de profondeur, a mis en évidence la présence d'une nappe d'eau souterraine, avec l'arrivée d'eau aux alentours de 13 m de profondeur. En l'absence d'autres ouvrages, le sens d'écoulement n'a pu être déterminé.

Les analyses réalisées sur le prélèvement d'avril 2017 ont porté sur les métaux, BTEX, COHV et hydrocarbures. Elles mettent en évidence :

- une teneur en Ni de 45 µg/l, supérieure à la limite de qualité fixée dans l'arrêté du 11/01/2007 pour la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (20 µg/l) ;
- la présence de 1,1,1-trichloroéthane (1,6 µg/l) et de trichloroéthylène (0,36 µg/l), la valeur de référence étant de 10 µg/l pour la somme tétrachloroéthylène+trichloroéthylène.

Le bureau d'études recommande la mise en place d'au moins 2 autres piézomètres, le nivellement de ces ouvrages et la surveillance de la qualité des eaux souterraines à une périodicité semestrielle (l'AP du 14/06/2013 prescrit déjà, a minima, une surveillance annuelle). Ces recommandations n'ont pas été mises en œuvre.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les résultats d'une nouvelle analyse réalisée sur un prélèvement effectué en novembre 2019. Seuls les métaux ont été recherchés. La concentration en

Ni est de 41 µg/l, du même ordre de grandeur que celle mesurée en 2017.

→ Non-conformité 3 (NC3) : la présence d'eau souterraine étant désormais confirmée, l'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 4.6 de son AP, en implantant les piézomètres nécessaires à la surveillance des eaux souterraines et en mettant en place une surveillance des eaux souterraines.

L'étude réalisée par Dekra conclut à la nécessité de mettre en place 2 piézomètres supplémentaires. Il s'agit d'une disposition classique pour la surveillance des eaux souterraines, qui s'effectue en général à partir d'a minima 3 ouvrages pour pouvoir définir le sens d'écoulement des eaux et déterminer si les impacts constatés sont liés aux activités du site ou sont déjà présents en amont.

Compte tenu de la présence de COHV (composés dont la densité est supérieure à celle de l'eau) détectée lors de l'analyse d'avril 2017, il conviendra de s'interroger sur la profondeur des piézomètres (à justifier en fonction du contexte hydrogéologique).

La surveillance devra s'effectuer semestriellement pour prendre en compte les hautes et basses eaux. Les analyses seront réalisées a minima sur les paramètres suivants : COHV, métaux.

Constats :

Un réseau de 3 piézomètres est installé. Les piézomètres Pz2 et Pz3 ont été implantés en février 2020. La profondeur de forage des 2 piézomètres est de 15 mètres.

La campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines réalisée en mars 2020 par DEKRA a révélé la présence d'un impact important en COHV (trichloroéthylène, 1,1 dichloroéthène et 1,1,1 trichloroéthane) et en nitrate sur le piézomètre Pz3 situé en aval hydraulique. En août 2020, l'exploitant a fait réaliser un diagnostic pour évaluer l'état de contamination des milieux sols, eaux souterraines, gaz de sol et air ambiant. Ce diagnostic confirme la présence de cadmium, nickel, zinc, trichloroéthylène, 1,1-dichloroéthène, 1,1,1-trichloroéthane et nitrates dans les 3 piézomètres situés en aval hydraulique (piézomètres complémentaires Pz4 et Pz5 installés en juillet 2020). Ces impacts proviendraient de sols contaminés par des versements à même le sol de bains de décapage effectués pendant une dizaine d'années avant le rachat de l'entreprise en 2001 par l'exploitant actuel.

DEKRA fait 5 recommandations dans son rapport de diagnostic de pollution des eaux souterraines du 31/08/2020 :

Réalisation d'une étude historique et documentaire afin d'appréhender au mieux les produits utilisés et leurs zones d'utilisation.

Réalisation d'une étude hydrogéologique ainsi qu'une étude de vulnérabilité des milieux comme demandé dans l'AP de 2013.

Réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (IEM) hors site afin de statuer sur la compatibilité des usages avec le milieu eaux souterraines contaminé.

Réalisation d'un plan de gestion sur site afin de supprimer ou a minima contenir les impacts mis en évidence.

Transfert des informations à la préfecture et la DREAL suite à la découverte de ces pollutions et rédaction d'un plan d'action.

L'exploitant déclare avoir fait des campagnes de mesures semestrielles de suivi de la qualité des eaux souterraines (résultats non communiqués à l'inspection des installations classées) et avoir engagé une action judiciaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents ayant un lien avec cette pollution (rapports d'analyses des eaux souterraines, études réalisées...).

Il met en œuvre les recommandations figurant dans le rapport de DEKRA.

Il engage la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (<https://ssp-infoterre.brgm.fr/fr/methodologie/methodologie-nationale-gestion-ssp>).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 I

Thème(s) : Risques chroniques, exploitation

Prescription contrôlée :

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Constats précédents (17/12/2019)

Au vu des documents consultés lors de la visite (extrait de la planification des maintenances préventives), les vérifications du bon état des cuves de traitement, des rétentions, des canalisations, des déclencheurs d'alarme en fond de rétention ne sont pas explicitement prévues dans les consignes d'exploitation.

L'exploitant indique que l'état des cuves est contrôlé lors de la mise à niveau des bains. Toutefois, aucune consignation de ces vérifications n'est effectuée.

En outre, lors de la visite, il a été constaté l'état très dégradé d'une cuve de dégraissant chimique, dont l'étanchéité pose question.

- L'exploitant procédera dans les meilleurs délais au remplacement de la (ou des) cuve(s) dégradée(s).
- Il établira les consignes relatives aux vérifications du bon état des installations, et consignera dans un document prévu à cet effet les vérifications réalisées.

Constats :

La cuve dégradée a été réparée.

L'exploitant déclare que des vérifications sont effectuées par les opérateurs à chaque prise de

poste sur leur ligne, une vérification visuelle est effectuée chaque vendredi par le chef d'atelier et le chef du laboratoire. Une vérification annuelle plus complète a lieu avant la visite de l'assureur.

Aucune consignation de ces vérifications n'est effectuée, la demande est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant établit les consignes relatives aux vérifications du bon état des installations (vérifications prises de poste, hebdomadaire, annuelle par exemple), et consigne dans un document prévu à cet effet les vérifications réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, implantation aménagement

Prescription contrôlée :

I ...

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

...

III. Cuves et chaînes de traitement :

Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité de la plus grande cuve ;

50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

...

Constats précédents (17/12/2019)

Le dossier de porter à connaissance de mars 2018 indique que les rétentions des nouvelles chaînes de galvanoplastie respecteront les dispositions de l'AM du 30/06/2006 (sans préciser les volumes retenus) et qu'elles seront toutes équipées de déclencheur d'alarme en point bas.

Lors de la visite, il a été constaté que les rétentions des nouvelles chaînes de galvanoplastie ne sont pas munies de déclencheurs d'alarme en point bas.

Néanmoins, le dépassement du volume de 1000 litres pour les rétentions reste à confirmer.

- L'exploitant justifiera du dimensionnement retenu pour l'ensemble des rétentions des chaînes de galvanoplastie, et mettra en place des déclencheurs d'alarme sur les rétentions d'une capacité de plus de 1000 litres.

Constats :

L'exploitant a transmis le volume des rétentions de la ligne de métallisation des plastiques sans justification.

Une seule rétention a une capacité supérieure à 1000 litres. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 10 II et III

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Dispositions prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.

II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

« **III.** Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats précédents (31/03/2022) : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a montré que l'installation est pourvue de haches disposées en vue de sectionner les conduites de ventilations. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les consignes étaient en cours de rédaction.

L'exploitant devra indiquer à l'inspection les dispositions prises pour la conduite en cas d'incendie visant à éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation, notamment en terme de consignes et d'affichages sur site. Il devra aussi justifier de l'efficacité des mesures envisagées au niveau des installations pour lesquelles cette disposition s'applique et le cas échéant proposer des mesures alternatives.

Constats :

Les consignes de destruction des hottes d'aspiration sont affichées, les zones à détruire sont signalées. L'efficacité de cette mesure n'est pas démontrée.

Des dispositifs permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration étaient en cours d'installation le jour de la visite.

Aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'a été prévu pour les locaux abritant l'installation de traitement de surface. L'exploitant déclare que les dispositifs de détection automatique seront installés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant installe des dispositifs de détection automatique d'incendie dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

L'exploitant transmet les éléments justifiant l'installation de dispositifs de détection automatique d'incendie dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface et les systèmes d'aspiration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »

Constats précédents : L'installation est pourvue de trappes de désenfumage.

L'exploitant devra préciser le ratio entre la surface totale de la toiture et la surface des dispositifs de désenfumage.

Constats :

L'exploitant déclare une surface de désenfumage de 14,4 m² (10 DEFNC de dimension 1,2m *1,2 m) pour une surface des locaux de 1394 m².

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Commande automatique et manuelle

Commande manuelle placées à proximité des accès

Constats précédents : Les systèmes d'évacuation des fumées ont été vérifiées d'après le rapport du 20 octobre 2021. Les trappes sont munies de fusibles qui s'ouvrent à partir d'une certaine température.

L'inspection a pu contrôler qu'un prestataire est venu le jour même pour faire les réparations adaptées.

L'exploitant fournira à l'inspection un plan représentant l'emplacement des commandes manuelles.

De plus, il précisera les caractéristiques des fusibles utilisés et notamment la température de déclenchement.

Constats :

L'exploitant a fourni un plan d'intervention sur lequel figure la localisation des commandes manuelles.

Les caractéristiques des fusibles figurent dans le rapport de maintenance du système de désenfumage de IDEA France (ampoule de couleur verte calibrée à 93°C).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

Constats précédents:

Des écarts concernant les installations électriques ont été notés dans le rapport de vérification Q18.

De plus, le Q18 fait mention d'une vérification partielle des installations en raison de l'absence de coupure généralisée.

En conclusion du rapport Q18, il est signalé que les installations électriques peuvent présenter des risques d'incendie et d'explosion. Les éléments concernés sont :

-> système d'arrêt inopérant sur la Cuve 14

-> 1 appareillage non correctement protégé

-> coffret cuve 2 dysfonctionnement dispositif différentiel.

L'exploitant a présenté un bon de travaux indiquant que les réparations ont été faites le 22 octobre 2021.

L'inspection a pu constater la mise en place des matériels neufs.

L'exploitant devra être en mesure de présenter un document tel qu'un nouveau Q18 mentionnant que l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie et d'explosion.

Constats :

L'exploitant a fourni de 2 certificats Q18 du 19/04/2022 (ligne 8) et du 11/04/2022 (tout sauf nouvelle ligne 3 DPL). La conclusion de ces 2 certificats est : « l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion ».

pour info : nouvelle ligne 3 DPL= ligne 8.

Le dernier certificats Q18 du 24/09/2024 établi par l'APAVE conclut que « l'installation électrique

ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Constats précédents: Des extincteurs sont répartis autour des ateliers.

La réserve incendie est située dans une parcelle non aménagée à l'arrière du site. Il s'agit d'un plan d'eau naturel. Le niveau d'eau dans le bassin dépend de la saison et de la pluviométrie. L'accès pompiers n'a pas de plate-forme dédiée.

Un poteau incendie est présent à l'extérieur du site. L'exploitant ne dispose pas de résultat d'essais de débit du poteau.

L'exploitant devra :

- Recalculer les ressources en eau à l'aide du formulaire D9 et les besoins de confinement à l'aide du formulaire D9A et l'article 9 de l'AM du 30/06/2006 en concertation avec le SDIS qui devra réceptionner ces moyens.

- L'exploitant devra fournir une mesure de débit du poteau incendie et un plan avec échelle spécifiant la distance du poteau par rapport à l'établissement.

Constats :

L'exploitant a calculé les besoins en eau selon le référentiel D9. Ces besoins s'élèvent à 240 m³.

L'exploitant a fait installer une citerne souple munie de 2 prises directes de 240 m³. Cette citerne souple est déclarée conforme par le SDIS en novembre 2022 (reconnaissance opérationnelle initiale).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre

dispositif équivalent.

En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Constats précédents : Le site comprend un bassin de rétention des eaux d'extinctions qui recueille également les eaux pluviales. Le bassin est situé sur une partie excentrée du site, en contre-bas. Le bassin dispose d'une capacité de 500 m³. La bâche est trouée.

L'exploitant devra réparer la bâche et s'assurer que le volume disponible est suffisant en regard du calcul D9A. Il devra également justifier du volume disponible à l'aide des caractéristiques dimensionnelles du bassin et de ses équipements.

Constats :

L'exploitant a calculé le volume à mettre en rétention en cas d'incendie selon le référentiel D9A. Ce volume est de 282 m³.

Le bassin existant a été refait. L'exploitant déclare que son volume est de 1 154 m³ (courrier du 4 mai 2022).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats précédents : En fonctionnement normal, la vanne du bassin des eaux d'extinction est en position ouverte de manière à laisser s'écouler les eaux pluviales.

Le bassin est déporté. Deux accès permettent d'y accéder :

- Un accès piéton en traversant une parcelle non imperméabilisée. Lors de l'inspection, le cheminement a été compliqué par la végétation qui devra être coupée.
- Un accès par la route en passant par un portail. Cet accès était empêché par un câble électrique dont le poteau s'est affaissé.

Pour accéder à la vanne, il est nécessaire d'ouvrir une plaque, de descendre par une échelle et d'actionner une clef afin de fermer la vanne.

L'exploitant devra :

- Entretien la parcelle afin de la rendre au moins accessible à pied sans difficulté,
- Prendre des dispositions pour rendre le portail accessible,
- Envisager des modalités de facilitation de la mise en oeuvre de la vanne permettant d'isoler le bassin de vérification de sa fermeture.

Constats :

<p>L'accès privilégié au bassin se fait par la route.</p> <p>La clôture existante a été déplacée pour permettre l'accès à la vanne de fermeture du bassin via l'accès principal (route). Le portail est parfaitement accessible.</p> <p>Une poignée permettant une mise en œuvre plus facile de la vanne de fermeture a été installée. La mise en œuvre de la vanne de fermeture est néanmoins compliquée.</p> <p>Des consignes pour la mise en œuvre de la vanne sont rédigées. Des vérifications trimestrielles du bon fonctionnement de la vanne sont effectuées. Ces vérifications ne sont pas tracées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant améliore le dispositif de mise en œuvre de la vanne de fermeture du bassin.</p> <p>Il trace les vérifications effectuées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 1.1.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.1.4 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</p> <p>Rubrique 2565-2-a - Revêtement métallique ou traitement - 77 m³</p> <p>Rubrique 1111-2-b - Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques - 1 000 kg</p> <p>Rubrique 1131-2-c - Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques - 2 000 kg</p>
<p>Constats précédents : L'arrêté préfectoral date de 2013. Depuis 2013, la rubrique IED 3260 Traitement de surface a été créée. Les rubriques 1111 et 1135 ont été supprimées à compter du 1er juin 2015.</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour sa situation administrative.</p> <p>De plus, l'exploitant devra déterminer le statut SEVESO de son établissement à l'aide de l'outil en ligne https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr/</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit pendant visite la proposition de classement retenu pour les rubriques 4xxx et le classement SEVESO. Le site est classé à déclaration contrôlée pour la rubrique 4110.2 et à déclaration pour les rubriques 4120.2, 4130.2 et 4140.2.</p> <p>L'inspection des installations classées va analyser cette proposition de classement.</p> <p>Pour mémoire, L'établissement est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 3260.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols car associé à une capacité de rétention [...]</p> <p>Elles ont vocation à être vides de tout liquide.</p>
Constats précédents: Des liquides étaient présents dans les rétentions sous les bains de traitement. L'exploitant a expliqué que les pompes normalement utilisées pour les vider ne fonctionnent pas. L'exploitant devra vider les rétentions et s'assurer qu'elles sont vides en permanence.
Constats : <p>Le jour de la visite les rétentions sont vides</p>
Type de suites proposées : Sans suite

